



La lettre des Amis de Montluçon

SOCIÉTÉ D'HISTOIRE ET D'ARCHÉOLOGIE

Compte rendu de la séance mensuelle du 13 février 2015

✉ contact@amis-de-montlucon.com
www.amis-de-montlucon.com

MONTLUÇON : UNE CITÉ INDUSTRIELLE PENDANT LA GRANDE GUERRE

Après avoir évoqué les origines et les premiers mois de la Grande Guerre en octobre dernier avec Max Schiavon, les Amis de Montluçon, lors de la séance de février, accueillait Guy Gozard, ancien professeur d'histoire au lycée de Montluçon, pour parler de Montluçon pendant cette guerre de 1914-1918. Le conférencier a plus spécialement retracé les activités industrielles des différentes usines de la cité, activités essentiellement tournées vers l'approvisionnement de l'armée : munitions (obus) mais aussi équipement des troupes (chemises, tentes, etc.) avant d'évoquer la vie municipale.

Auparavant, le président avait donné quelques informations sur la vie de la société (avancement des travaux à Bien-Assis), et sur les visites envisagées pour l'excursion du 10 mai 2015 qui devrait se dérouler dans les environs de Buxières-Mines.

Sources : les ouvrages de MM. Pierre Couderc et Alain Auclair ; les archives municipales ; les articles de Francis Pallaud dans le *Bulletin des Amis de Montluçon*, 1^{re} s., n° 13, 1920, p. 57, et n° 14, 1921, p. 99 ; la *Monographie économique de l'Allier-1918* de Paul Gutton.

Si la ville a joué un rôle important dans la production de guerre, elle le doit à plusieurs raisons : sa situation géographique loin du front, l'existence depuis plus d'un demi-siècle d'une puissante industrie métallurgique, et un réseau de chemin de fer assez dense qui mériterait une étude à lui tout seul. Le canal de Berry a joué également un rôle, mais plus marginal à cause de ses insuffisances en eau

et en largeur. D'ailleurs en ce début de XX^e siècle le trafic du port ne cesse de baisser : en 1904, 391 183 tonnes ; en 1913, 298 801 tonnes, et en 1916, 190 707 tonnes.



Vue générale de Montluçon avec au fond les nombreuses cheminées des usines

L'industrie tourne à plein régime en juillet 1914, et soudain la mobilisation générale désorganise tout car ingénieurs et ouvriers qualifiés partent au front. Le travail continue à Saint-Jacques, à la Glacerie, et un peu aux Hauts-Fourneaux. La crise touche le textile, le bâtiment, le bois et l'imprimerie, si bien qu'on dénombre 1 000 chômeurs. La reprise du travail est demandée dès la fin septembre 1914 par le ministre de la guerre, car le gouvernement a vite compris qu'il faudra simultanément se battre et produire armes et munitions. On demande 100 000 obus de 75 par jour ! Malheureusement, les capacités de production ont chuté de 40 % pour la fonte, l'acier et le charbon. On relance donc la production de charbon local entre 1913 et 1916 : la production de la mine des Ferrières passe de 76 900 tonnes à 80 400, celle de Bézenet de 0 à 30 270, celle de Doyet de 0 à 10 798. Francis Pallaud signale d'ailleurs que « la pénurie de charbon fit vendre le bon et le

À noter sur votre agenda...

Samedi 14 mars 2015, 16 h 30
Salle Salicis

Guennola THIVOLLE-BELOT :
La commande picturale entre Berry, Haute-Marche et Basse-Auvergne, 16^e-18^e siècle

Vendredi 10 avril 2015, 20 h 30
Salle Salicis

Georges COSTECALDE :
Le mécénat d'Anne de Beaujeu

Dimanche 10 mai 2015 : excursion

mauvais ; on vend encore en 1920 du charbon qui autrefois n'eut pas trouvé preneur ». Dans les mines de la région, y compris Saint-Éloy-les-Mines, le nombre des mineurs passe de 4 200 en 1913 à 5 500 en 1917.

Dans le même temps, on utilise à fond l'électricité du barrage de Rochebut : de 10 694 000 kwh en 1912, on passe à 20 700 000 kwh en 1916. Malgré les aléas du régime du Cher, au 10 juillet 1918, la production cumulée de Rochebut, des productions thermiques de Montluçon, et de Saint-Jacques, n'atteint que 50 000 kwh par jour, alors que la demande quotidienne est de 90 000 kwh, ce qui entraîne forcément des restrictions. Par contre, la production de gaz fut toujours suffisante.



Le barrage de Rochebut

Les productions industrielles

1 - Usine Saint-Jacques : Dès décembre 1914, la production abandonne les blindages de marine pour se consacrer aux obus emboutis par des presses. Elle passe de 200 à 600 tonnes d'obus, à raison de 100 obus de 75 à l'heure, et de 20 obus de 155 à l'heure, avec une très faible proportion de rebut : 3 pour 1000. Cette production est alimentée par 10 fours dont la production d'acier passe de 50 000 à 120 000 tonnes. S'y ajoutent des tubes de canons de 75 mis au point ici avant guerre par le colonel Deport, en accord avec la *Cie Chatillon Commentry-Neuves-Maisons*. À propos de cette compagnie, on peut constater avec ironie que le nom de Montluçon, ville où est située l'usine la plus importante, ne figure même pas dans le libellé de sa raison sociale ! *La Tribune de Genève* prétend que grâce aux méthodes de cette entreprise, ainsi qu'à une discipline comparable à celle pratiquée en Allemagne, à la compétence de son directeur M. Charpy, et à l'autocontrôle de la production par les ouvriers eux-mêmes, l'usine Saint-Jacques est plus efficace que celle du Creusot, pourtant



Usine Saint-Jacques : Portail de l'entrée.

bien plus riche. Les effectifs de main-d'œuvre passent de 2 400 en 1914 à 4 855 en 1917. On y trouve 420 femmes et 490 prisonniers polonais. Les hommes sont des mobilisés retirés du front en tant qu'ouvriers métallurgistes. Les salaires doublent entre 1914 et 1919, mais il faut dire qu'en même temps les prix sont multipliés par 4 ! En 1915, les hommes sont payés de 5 à 7 francs par jour, et les femmes qui tournent et vérifient les obus 3 francs pour 7 heures de travail. La productivité est très forte grâce à la mécanisation des tâches, mais la production est entravée par des difficultés de transport et d'approvisionnement en coke. Le chiffre d'affaires de la compagnie passe de 40 millions de francs en 1914 à 237 en 1917 dont 78 millions pour cette seule usine. Les bénéfices doublent, mais 50 % environ sont réinvestis et le cours de l'action augmente, passant de 80 francs en 1912 à 120 francs en 1917. Les profits sont dus à la hausse de la production, qui compense la baisse des prix imposée par le gouvernement, et ce malgré les excellentes relations entre le pouvoir et l'industrie, dont on a la preuve lorsqu'Alexandre Millerand, ministre de la Guerre, vient en visite à Montluçon : il est logé dans l'hôtel particulier de la Compagnie !



Usine Saint-Jacques : les fours à canons



Usine Saint-Jacques : le polygone de tir

2 - Usine des Hauts-Fourneaux : Arrêtée en août, elle reprend le travail dès la fin du mois, sauf pour le haut-fourneau qui restera fermé un an. Son activité se développe peu à peu grâce à des commandes d'obus. Elle produit des obus de 80 et de 155 mm (3 000 par jour) en fonte aciérée (plus meurtriers) avec du coke de Saint-Jacques, du fer de l'Aveyron et des pyrites de Saint-Gobain, dans des fours qui, « par une cheminée de 45 m, crachent une fumée nauséabonde, épaisse, jaune, contenant de l'anhydride sulfureux... ». L'usine utilise de nombreux sous-traitants en ville et dans la région. Elle emploie 492 salariés en 1913 et 1 398 en 1918, dont 300 femmes et 130 prisonniers. Le

salaires moyens passe de 4 francs en 1910 à 11 en 1918. Les résultats en 1913 sont de 137 000 francs, et en 1918 de 830 000 francs. Après la guerre, en 1920, « les usines d'Imphy et de Montluçon devront transformer totalement leurs fabrications qui étaient entièrement consacrées aux besoins de l'armement ».



L'usine des Hauts-Fourneaux

3 - La Pyrotechnie : Après Vénissieux et Moulins (dont l'usine explosera le 23 février 1918), Montluçon est choisie par le ministère pour une nouvelle usine de chargement. C'est là que seront produits 25 % des obus consommés sur les différents fronts. La présence des usines, de la voie ferrée, de la main-d'œuvre, la situation dans une plaine un peu isolée à 3 km de la ville, tous ces éléments



François Mercier



L'atelier de chargement ou Pyrotechnie



Groupe de Sénégalais travaillant à la Pyrotechnie

expliquent ce choix. En octobre 1915, la construction est lancée par la société Mercier – François Mercier, « le roi du béton » – qui en 1916 utilisait 720 mobilisés, 205 ouvriers, 1 020 prisonniers allemands, 155 polonais et 40 ouvriers italiens. Dès avril 1916, la production commence : sur 60 hectares bâtis, elle s'élèvera quotidiennement à 50 000 obus utilisant 160 tonnes d'explosif par jour. Dirigée par le lieutenant-colonel Joyeux, « la Pyrotechnie » emploie 10 292 salariés en 1918. Parmi eux, on compte 5 367 militaires dont 2 932 français ou coloniaux, 1 914 kabyles, 521 italiens, 2 495 civils dont 26 français et 2469 kabyles et marocains, et 2 430 femmes. Tous effectuent un travail très dur, ponctué par les alertes fréquentes où il faut fuir hors de l'usine en courant, et marqué par des accidents invalidant – pieds écrasés par les obus qui échappent des mains – ou des accidents mortels : 49 par an... Les équipes se succèdent toutes les huit heures, logées soit en ville (un train spécial sert de navette) ou au « camp de la Loue » (future cité Dunlop).

À la fin du conflit, le site est abandonné. Michelin et Dunlop s'intéressent aux locaux, incités par le député-maire Paul Constans, et c'est Dunlop qui achète le 9 juin 1920 pour 18 250 000 francs.

4 - Autres usines :

- **Les Fers creux :** fabrique de bombes en tôle soudée, avec 470 ouvriers dont 86 femmes.



L'usine des Fers Creux

- **Hurtu :** usinage et chargeurs de fusils.



L'usine Hurtu

- **Hayem :** 350 ouvrières produisent chemises, caleçons, flanelles, tentes pour militaires.

- S'y ajoutent **trois ouvroirs** avec 950 ouvrières de lingerie, et l'atelier **Lapierre**, où 200 personnes font des vêtements militaires en drap.

- **Saint-Gobain** : Dans son activité « Chimie », cette entreprise produit en 1913 10 000 tonnes d'acide sulfurique et 60 000 tonnes de superphosphates. En 1917 : 50 tonnes d'acide pour la poudre et seulement 7 000 de superphosphates par an, le tout avec 150 salariés. Dans l'activité « Glacerie » : tant en verre coulé qu'en glace, la production double ou presque entre 1913 et 1917, malgré les difficultés d'approvisionnement et de main-d'œuvre, car l'usine n'est prioritaire ni pour le charbon ni pour les salariés. De ce fait, elle emploie des Belges réfugiés, des Grecs, des Portugais, des Espagnols, des salariés âgés venus des usines de Saint-Gobain, Chauny, Boussois... (1 124 en 1918 dont 70 femmes).



Les usines de produits chimiques (Saint-Gobain)

Ambiance sociale à Montluçon pendant ces années de guerre

« On travaillait de jour, de nuit, la semaine, le dimanche, sans arrêt, sans repos, sans jamais entendre une plainte ou une parole discordante ». C'est Francis Pallaud qui s'exprime ainsi dans son article *La vie à Montluçon pendant la guerre*.

La population : 33 694 en 1913, 35 040 en 1919, mais on dit 60 000 pendant la guerre, ce qui est possible en comptant les réfugiés, les militaires, les prisonniers. Cette surpopulation engendre des difficultés de logement : tous les locaux sont occupés, mansardes, dortoirs avec « lits chauds » – leurs occupants s'y succèdent au rythme des postes en trois huit –, baraques Adrian un peu partout, cités ouvrières (Glacerie, Pyrotechnie). S'y ajoutent les questions de ravitaillement : rationnement, tickets, hausse des prix (coût des produits de base en 1913 : 884 F ; en 1916 : 1217 F ; en 1918 : 2039 F ; en 1919 : 2879 F). La municipalité vend de la farine à prix bloqué, stocke un temps de la viande congelée et intervient pour obtenir du charbon. Dès septembre 1914, un service d'assistance obligatoire est mis en place avec aide médicale gratuite pour les vieillards, les malades indigents, les enfants assistés, les familles nombreuses, les femmes en couche. 1655 personnes y sont inscrites en 1915.

La ville accueille un nombre important de blessés dans des locaux transformés en hôpitaux : La Charité, les Nicauds, Saint-Maur, Courtais. À titre d'exemple, à la fin de 1914, il en arrive 400 toutes les trois semaines. Gabrielle Robinne sera infirmière quelque temps, et toute une série d'œuvres sociales existent, tant pour les blessés que pour les prisonniers de guerre (en 1917, 98 montluçonnais sont prisonniers).

« Tous travaillaient sans un murmure », nous dit Pallaud, et en effet on ne trouve pas trace de mouvements sociaux. Certes la revendication n'était pas permise aux mobilisés, mais on ne connu qu'une seule grève d'ouvrières, chez Petit à Commentry. En février 1917, les Renseignements Généraux mentionnent à propos de Montluçon : « État d'esprit assez bon, plaintes en termes modérés, aucune pétition pacifiste ». Mais en juin de la même année, l'appréciation change : « Lassitude générale et énervement aggravés par les discours fantaisistes des permissionnaires et l'exemple de la révolution russe, d'où un risque de grève dû à des agitateurs venus de Paris ».

La vie municipale

Malgré le vote à l'unanimité d'une motion pacifiste, le maire invite les citoyens à faire tous leurs efforts afin éviter une catastrophe pour la classe ouvrière « ... car seuls les requins de la haute finance cosmopolite ont intérêt aux conflits ». Paul Constans, maire socialiste (tendance guesdiste) soutient l'union sacrée et sera



Portrait de Paul Constans

belliciste jusqu'au bout avec Clémenceau. Par exemple, à l'occasion du départ du 121^e RI, Constans dit à Trabucco : « Au revoir mon colonel, revenez vite et rapportez nous la revanche ». Et d'ajouter : « Vous reviendrez avec tous les citoyens de Montluçon »... (On ne peut alors imaginer qu'il y aura 1010 morts et 72 disparus !) En 1915, « C'est la servitude ou la victoire ; la République doit vaincre pour le droit et la justice ». En 1918, « nous croyons au triomphe du droit contre la force brutale ».

La ville honore le président Wilson, soutient Clémenceau, et le 4 mai 1919 donne à la place de l'hôtel de ville le nom de Jean Jaurès « pour rehausser le témoignage de sympathie après l'acquiescement de l'assassin portant atteinte à la mémoire de cet homme de génie et de bonté dont le rayonnement était universel ».

Enfin, le 22 janvier 1920, Paul Constans abandonne un grandiose projet de mémorial, lui préférant la construction d'un monument aux morts, car « ce qui reste pour nous de la guerre c'est surtout la douleur, et c'est la douleur que je propose d'évoquer pour conserver le souvenir de nos morts ».

Conclusion

De cette difficile période, il nous reste des chiffres, des statistiques, des photos, des bâtiments, des friches industrielles... Mais au-delà de ces éléments matériels, il nous faut imaginer et garder en mémoire ce qui fut l'engagement des Montluçonnais et l'intense labeur de la ville : « Le fond de la vallée illuminé par les lueurs des fours de Saint-Jacques, par la flamme et les étincelles des cubilots et du haut-fourneau, le halètement continu des machines, des presses, des pilons, des laminoirs, des locomotives, le sifflement de la vapeur, tout ce bruit immense et continu reflétait la grandeur du moment »...